

Une gouvernance mondiale ratée

Au cours de ces deux dernières semaines à Copenhague, Umme Kulsum, coordinatrice d'une ONG du Bangladesh, a rencontré des centaines de personnes. Ce n'était pas pour parler réduction d'émission de gaz à effet de serre, programmes pluriannuels d'adaptation ou mécanismes complexes de financements innovants, mais pour expliquer sa vie et celle de ses compatriotes dans ces régions côtières rendues quasi inhabitables par les effets du changement climatique.

Son témoignage, ainsi que ceux de dizaines d'ONG du sud invitées à Copenhague par la CIDSE¹ n'auront pas suffi à faire du grand rassemblement Onusien un moment historique. Pourtant ceux qui ont vécu quelques jours au rythme du Bella Center ont pu vibrer et espérer voir un rêve s'accomplir ... presque jusqu'au bout : celui d'un monde réellement gouverné de façon globale où la notion de bien commun aurait pu véritablement s'incarner, en direct ; par les représentants de Tuvalu, pays extrêmement vulnérable à la hausse du niveau des océans, qui font une proposition d'engagement contraignant pour tous les pays, semant ainsi le désarroi parmi les pays du G77 ; par la colère des ONG africaines, qui jugent peu acceptables la pression mise sur les représentants de leurs pays ; par la production d'un texte commun à ces grands pays que sont la Chine, l'Inde l'Afrique du Sud et le Brésil, qui ne souhaitent pas que leur développement soit remis en cause, alors que les pays riches, responsables de ce changement climatique, n'apportent pas les financements importants attendus ; par le message de Benoît XVI du 1^{er} janvier 2010, opportunément rendu public le 16 décembre à Copenhague, qui demande « une révision sur le long terme et en profondeur de notre modèle de développement ».

Malgré tout, Copenhague est un échec. Les raisons sont d'abord à rechercher dans l'histoire récente : le refus pendant de longues années des Etats-Unis de considérer toute limitation à leur croissance ; ce même modèle de croissance, basé sur le prélèvement gratuit et excessif des ressources naturelles, empêchant toute véritable réflexion de nos décideurs politiques et économiques, qu'ils soient européens, africains, chinois ou indiens, pour une économie plus « verte » ; c'est aussi le peu de cohésion des différentes initiatives des pays européens, qui a fait que l'Union européenne n'a pas su faire valoir ses avancées dans la construction d'une économie peut-être un peu plus durable que les autres.

C'est enfin l'échec d'un processus : les séances « plénières », qui rassemblaient toutes les délégations des 192 pays présents, avec la présence d'ONG en observateurs, se sont succédé de façon extrêmement procédurières ; là où il aurait fallu un animateur charismatique, qui puisse dire à un moment donné que l'enjeu dépassait de loin les petites chicaneries, nous en sommes restés à une mauvaise réunion de copropriétaires, où chacun accuse l'autre d'avoir éraflé la peinture de l'ascenseur, et de consommer trop d'eau. La veille de l'arrivée des chefs d'état, la fatigue et la frustration étaient visibles sur bien des visages.

Copenhague a cependant mis en lumière un constat de plus en plus évident : crises alimentaires, économiques, financières et environnementales sont en fait les facettes d'un monde en mutation. Seul de véritables changements pourront nous guider vers une économie plus juste, solidaire et adaptée à notre monde fini. Dans la conduite de ces changements, nous ne pourrions donc pas oublier les plus vulnérables d'entre nous, à commencer par Umme Kulsum.

Antoine Malafosse
Délégué Général
CCFD – Terre Solidaire

¹ **Coopération internationale pour le développement et la solidarité**, collectif rassemblant 16 organisations catholiques de développement d'Europe et d'Amérique du Nord